

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin 2026

### Sommaire

Le chiffre de la semaine : hausse du *price cap*.....2

Le graphique de la semaine .....2

En bref .....3

Actualités macroéconomiques .....3

DEMOGRAPHIE .....3

MARCHE DU TRAVAIL .....3

POLITIQUE MONÉTAIRE .....4

IMMOBILIER .....4

Actualités commerce et investissement .....4

COMMERCE .....4

Actualités financières .....5

REGLEMENTATION FINANCIÈRE .....5

MARCHES FINANCIERS .....6

## Le chiffre de la semaine : hausse du *price cap*

Le régulateur britannique de l'énergie, Ofgem, a annoncé une hausse de +13 % du *price cap* à partir du 1<sup>er</sup> juillet, sous l'effet du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient.

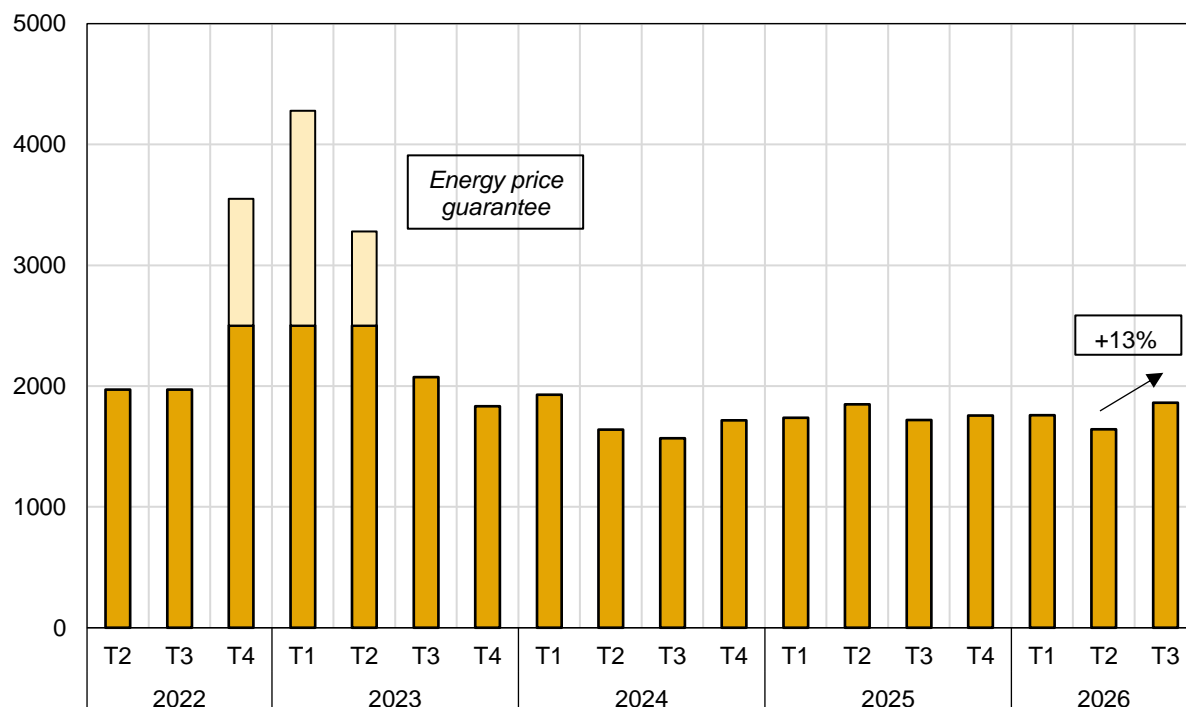
Ce mécanisme de plafonnement des prix de l'énergie, introduit en 2019, est révisé trimestriellement afin de refléter l'évolution des coûts d'approvisionnement supportés par les fournisseurs et d'en lisser la transmission aux consommateurs, tant à la hausse qu'à la baisse. Les prix de l'électricité augmenteront de 5 % pour l'électricité et de 24 % pour le gaz. La facture annuelle d'un foyer type atteindra ainsi 1 862 £ entre juillet et septembre, soit une augmentation de +221 £ par rapport au trimestre précédent, son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2024. Les prix demeurent néanmoins nettement inférieurs au pic atteint lors de la crise énergétique de 2022, période durant laquelle le gouvernement était intervenu via l'*Energy Price Guarantee* (EPG) pour plafonner les factures des ménages à 2 500 £.

LE CHIFFRE À RETENIR

+13 %

## Le graphique de la semaine

Price cap fixé par l'Ofgem (2022-2026, £)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'Ofgem. Dernier point : T3 2026

## En bref

- Depuis le 26 mai, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3425 \$ (-0,2 %). La livre sterling s'est également appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1555 € (-0,1 %).
- Après avoir leur plus forte baisse depuis décembre 2023 la semaine dernière (voir [Brèves n°21](#)), les rendements longs du gilt (obligation souveraine) repartent légèrement à la hausse au 1<sup>er</sup> juin. Le rendement à 10 ans augmente à 4,89 % (+2,3 pdb par rapport à la semaine précédente), le gilt à 30 ans augmente à 5,61 % (+4,9 pdb).

## Actualités macroéconomiques

### Démographie

Selon l'ONS (Office for National Statistics), en 2025, le nombre de [naissances](#) en Angleterre et au Pays de Galles est tombé à 585 396, son plus bas niveau depuis 1977, soit plus de 100 000 naissances de moins qu'en 2015. Le taux de fécondité a reculé à 1,39 enfant par femme, après 1,41 en 2024, établissant un nouveau point bas historique et bien en dessous du seuil de renouvellement des générations (à 2,1). Par ailleurs, la part des naissances de mères nées à l'étranger continue d'augmenter et représente désormais 34,6 % des naissances. Le nombre de [décès](#) s'est élevé à 570 988 en 2025, en légère hausse par rapport à 2024 (+0,4 %). Cette baisse de la natalité accentue les défis démographiques du Royaume-Uni : en l'absence d'immigration, la population active diminuerait, pesant sur les finances publiques et la croissance économique.

### Marché du travail

L'ancien ministre de la Santé Alan Milburn a publié les conclusions d'un [rapport](#) consacrée au chômage des jeunes au Royaume-Uni, alertant à la fois un système social inefficace et un marché du travail de plus en plus inadapté aux jeunes entrants. Commandé par le gouvernement, le rapport souligne que le nombre de jeunes de 16 à 24 ans ni en emploi, ni en formation, ni en études (NEET) a dépassé pour la première fois depuis 2013 le million de personnes. Ce chiffre pourrait augmenter d'environ 25 % d'ici 2031 pour atteindre 1,25 million de jeunes, soit un jeune sur six. Le rapport souligne l'effondrement des emplois d'entrée de carrière, avec 1,6 million de postes peu ou moyennement qualifiés en moins qu'il y a vingt ans, ainsi qu'une baisse marquée des apprentissages (-35 % en dix ans). Le coût économique pour la société du chômage des jeunes est estimé à 125 Md£ par an. Alan Milburn critique un système qui « gère le problème sans le résoudre », le gouvernement consacrant environ 25 fois plus de ressources aux allocations qu'à l'accompagnement vers l'insertion professionnelle, ce qui contribuerait à maintenir une partie des jeunes dans l'inactivité. Enfin, il également pointe le rôle croissant de l'anxiété et des réseaux sociaux dans l'éloignement du marché du travail. Un second rapport, contenant des recommandations détaillées, doit être publié à l'automne.

## Politique monétaire

Dans un entretien accordé au [Financial Times](#), le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Andrew Bailey, a indiqué que la BoE ne pourrait envisager un nouvel assouplissement monétaire que lorsqu'elle sera « beaucoup plus confiante » quant au caractère temporaire du choc énergétique et à l'absence d'effets durables sur l'inflation. Il a ainsi estimé qu'un éventuel cessez-le-feu de 60 jours entre les États-Unis, Israël et l'Iran ne suffirait pas à lever les incertitudes qui continuent de peser sur l'économie mondiale, notamment sur les marchés de l'énergie. Malgré un ralentissement plus marqué qu'attendu de l'inflation britannique en avril (+2,8 %), la BoE demeure prudente, considérant que les répercussions de la hausse des prix de l'énergie pourraient encore se transmettre aux ménages avec retard via l'augmentation du *price cap* sur les prix du gaz et de l'électricité. Andrew Bailey relève également des signes de faiblesse du marché du travail, marqués par une hausse du chômage sur trois mois. Malgré un ralentissement de la progression des salaires dans le secteur privé, la BoE porte une attention croissante à l'évolution des rémunérations dans le secteur public, dont la croissance est supérieure à celle observée dans le secteur privé depuis le début de l'année 2025.

## Immobilier

Selon [Nationwide](#), les prix de l'immobilier ont reculé plus fortement qu'attendu en mai. Le prix moyen d'une maison a diminué de 0,6 % au mois de mai (après +0,4 % en avril), à 278 024 £, tandis que la croissance annuelle des prix a ralenti à 1,7 % (contre 3,0 % en avril). Selon le chef économiste de Nationwide, ce tassement intervient dans un contexte de dégradation du moral des ménages, en raison de la montée de l'incertitude liée aux tensions au Moyen-Orient et de la hausse des prix de l'énergie (la confiance des consommateurs a atteint en avril son plus bas niveau depuis fin 2023). Si la hausse récente des taux pèse sur l'activité, son impact reste pour l'instant limité, les conditions de financement (définies par les taux de swap qui déterminent les taux hypothécaires) demeurant inférieures aux pics de 2023. Le ralentissement actuel pourrait ainsi rester temporaire si les tensions et les prix de l'énergie s'apaisent rapidement.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

Le Royaume-Uni et la Pologne ont signé le 26 mai un [traité](#) de Partenariat de sécurité et de défense. Cet [accord](#) prévoit un renforcement de la coordination diplomatique et militaire, une coopération accrue dans les domaines de la cybersécurité, de la lutte contre les menaces hybrides et de la protection des infrastructures critiques, ainsi qu'un soutien conjoint à l'Ukraine. Il vise également à renforcer l'interopérabilité des forces armées des deux pays, à développer des capacités de défense communes, à faciliter les projets industriels conjoints et à améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement stratégiques.

Le gouvernement britannique a lancé le 27 mai, jusqu'au 24 juin, un [appel à contributions](#) sur une nouvelle série de suspensions temporaires de droits de douane

**sur certaines importations.** Ces mesures visent à atténuer les pressions inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient et à soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Cette consultation porte sur une liste indicative de produits agroalimentaires, d'engrais et de kérosène pour lesquels une suppression temporaire des tarifs douaniers pourrait contribuer à réduire les coûts d'importation et les prix à la consommation. Une [première série](#) de suspensions de droits sur certains produits alimentaires est déjà en vigueur depuis le 21 mai. Selon le *Department for Business and Trade*, ces mesures sur les produits alimentaires pourraient générer plus de 150 M£ d'économies par an pour les consommateurs. Le gouvernement souligne toutefois que toute décision finale sur les droits tiendra compte de ses effets potentiels sur les producteurs britanniques, la sécurité alimentaire, les pays en développement et les engagements commerciaux internationaux du Royaume-Uni.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**La Prudential Regulation Authority (PRA) publie les [règles finales](#) de la première phase de sa révision du cadre Pilier 2A.** Cette réforme s'inscrit dans le cadre plus large de la mise en œuvre des règles de « Bâle 3.1 » au Royaume-Uni (voir [Brèves n°4](#)). Le cadre Pilier 2 correspond aux exigences de capital supplémentaires imposées individuellement aux banques pour couvrir des risques insuffisamment pris en compte par les règles prudentielles standardisées (Pilier 1). À la suite de la consultation lancée en 2025, la PRA confirme l'essentiel de ses propositions mais apporte plusieurs ajustements ciblés. Elle renonce notamment à appliquer aux PME une nouvelle méthodologie de calcul du Pilier 2A qui aurait pu entraîner des exigences de capital plus élevées sur certaines lignes de crédit bancaires révocables. Le superviseur assouplit également ses attentes concernant l'évaluation des risques de crédit propres à chaque établissement et clarifie le traitement du risque opérationnel, notamment pour les petites banques domestiques (SDDT). La PRA estime que l'impact global de cette évolution restera limité, avec une hausse moyenne des exigences de capital Tier 1 d'environ 3 % à horizon 2030. Cette augmentation sera en partie compensée par une baisse progressive des exigences moyennes du Pilier 2A, que le superviseur prévoit de ramener d'environ 2,5 % à 2 % des actifs pondérés des risques. Les règles entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2027 et une seconde phase de révision des méthodologies Pilier 2A est attendue en 2027.

**La Financial Conduct Authority (FCA) [constate](#) une amélioration des dispositifs de conformité aux régimes de sanctions au sein des établissements financiers britanniques, tout en appelant le secteur à poursuivre ses efforts dans un contexte d'expansion rapide de ces régimes.** Le montant des actifs gelés au Royaume-Uni est ainsi passé de 24,4 Md£ en 2023-2024 à 37 Md£ en 2024-2025. À la suite de l'examen de plus de 150 entreprises financières, le régulateur identifie plusieurs faiblesses récurrentes dans les dispositifs de contrôle, notamment en matière de *due diligence*, de filtrage des clients et des transactions, de gestion des alertes et de suivi des avoirs gelés. La FCA souligne également les difficultés croissantes liées au respect des sanctions commerciales, en particulier dans le financement du commerce international et l'assurance maritime, alors que les restrictions britanniques couvrent désormais un éventail beaucoup plus large de biens, technologies et services. En parallèle, un [MoU](#) (Memorandum of Understanding) entre la FCA et l'Office of Trade

Sanctions Implementation (OTSI) a été signé pour renforcer la coopération entre les deux autorités dans la supervision et l'application des sanctions commerciales.

**Les autorités britanniques haussent le ton face aux dépendances de la Couronne en matière de lutte contre les flux financiers illicites.** À l'occasion d'un déplacement à Guernesey, la baronne Margaret Hodge, « championne anti-corruption » auprès du Premier ministre, et Jake Richards, ministre délégué à la justice, [signalent vouloir être plus fermes](#) vis-à-vis des dépendances de la Couronne (Jersey, Guernesey et Île de Man) ainsi que les 14 territoires d'outre-mer britanniques (dont les Îles Vierges, les Îles Caïman et les Bermudes). Les progrès sont jugés insuffisants, notamment en ce qui concerne l'accès aux informations relatives aux bénéficiaires effectifs des sociétés.

## Marchés financiers

**Le Financial Times s'interroge sur l'essoufflement des fintechs britanniques.** Les investissements dans le secteur ont chuté de 20 % pour atteindre 11 Md£ en 2025 selon PitchBook. Plusieurs acteurs ont été rachetés à des valorisations inférieures aux attentes initiales ou ont dû être restructurés. Le journal cite notamment l'acquisition de Curve par Lloyds Bank ou celle de GoCardless par son concurrent néerlandais ou encore le sauvetage de Railsr. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement. Les valorisations élevées dont bénéficiaient les fintechs dans un environnement de taux d'intérêt très faibles après la pandémie se sont progressivement normalisées. Parallèlement, une part croissante des capitaux-risque s'est réorientée vers les entreprises liées à l'intelligence artificielle. Enfin, l'avantage concurrentiel dont disposaient les pionniers du secteur s'est réduit à mesure que les banques traditionnelles ont investi massivement dans la modernisation de leurs propres offres numériques et de leurs applications mobiles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)